

Portraits de Gilets Jaunes Formulaire

Signature :

Les objectifs des portraits:

- Donner de la visibilité et de la lisibilité au mouvement
- Doter le mouvement d'outils de communication
- Créer des supports utilisables pour divers usages (affichage, diffusion web, exposition...)

Les conditions de réalisation des portraits :

- Respect des droits des personnes (validation des portraits, souhait d'anonymat...)
- Usage libre de droits (contenu sous licence Creative Commons)
- Pas de valorisation commerciale

Ce formulaire est à retourner numérisé, accompagné d'une photo pour la réalisation du dessin, à :
noussommesgiletsjaunes@gmail.com.

Les informations collectées serviront uniquement à la réalisation d'un portrait sur le modèle annexé.
Celui-ci vous sera proposé pour validation avant toute utilisation.

Vos coordonnées et conditions de réalisation :

Prénom		Email	
Nom		Tél	
Age		Ville	

Peut-on utiliser le prénom réel ? ☐ Oui ☐ Non / Peut-on utiliser la ville réelle ? ☐ Oui ☐ Non

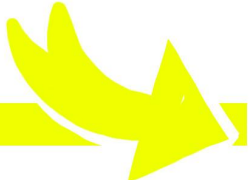
Votre présentation :

(Parcours professionnel et familial, difficultés rencontrées, motivation pour vous mobiliser...)

Vos revendications principales :

(Trois maximum, une des listes qui a tourné sur les réseaux est annexée comme support au besoin)

Phrase à faire dire au personnage (cf. modèle annexé) :



REGINE

66 ans - Lunel (34)

REGINE a été guichetière à La Poste pendant 42 ans. Aujourd'hui retraitée, elle est obligé de travailler en intérim pour boucler les fins de mois !



REGINE demande :
PLUS DE SOUTIEN A CEUX QUI EN ON BESOIN
PLUS DE JUSTICE FISCALE
PLUS DE DÉMOCRATIE GRACE AU RIC



Liste de revendications

(évidemment non exhaustive et indicative)

- Zéro SDF : c'est le minimum de la solidarité nationale.
- Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).
- SMIC à 1300 euros net.
- Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. (Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce)
- Un grand plan d'isolation des logements
- Imposer plus fortement les grandes entreprises que les petites
- Même système de sécurité social pour tous (y compris artisans et autoentrepreneurs). Fin du RSI.
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. (Pas de retraite à point, de type assurances privées).
- Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- Pas de retraite en dessous de 1 200 euros net.
- Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Les privilèges actuels doivent être abolis.
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés sur l'inflation.
- Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Mettre en place un protectionnisme basée sur le social et l'écologie.
- Fin du travail détaché. Même travail, même salaire, même droit.
- Limiter davantage le recours au CDD pour les grosses entreprises.
- Fin du Crédit d'Impôt Emploi Compétitivité pour les grandes entreprises.
- Fin de la politique d'austérité : on cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des migrations forcées soient traitées (politique étrangère non guerrière, aides au développement...)
- Que les demandeurs d'asiles soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en oeuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).
- Salaire maximum fixé à 15 000 euros net.
- Augmentation des allocations handicapés.

- Limitation des loyers et plus de logement à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).
- Interdiction de vendre les grands biens appartenant à la France, au personnes publiques (barrage, aéroport, stade...)
- Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
- L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils soient à nouveau publiques et que les prix baissent de manière conséquente pour les usages non superflus.
- Fin immédiate de la fermeture des petites lignes de train, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- Maximum 25 élèves par classe de la Maternelle à la Terminale.
- Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
- Le Référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée Nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.
- Retour à un mandat de 7 ans pour le Président de la République. L'élection des députés deux ans après l'élection du Président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique.
- Retraite à 60 ans et, pour toutes les personnes ayant travaillées dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple), droit à la retraite à 55 ans.
- Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.
- Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.
- Pas de prélèvement à la source.
- Fin des indemnités présidentielles à vie.
- Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue
- Mise en place d'une taxe sur le fuel maritime et le kérosène.